



GENERAL ASSEMBLY ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ASSEMBLEIA GERAL جمعية عمومية

#CODESRIA14

Creating African Futures in an Era of Global Transformations:

Challenges and Prospects

Créer l'Afrique de demain dans un contexte de transformations mondialisées :

enjeux et perspectives

Criar Futuros Africanos numa Era de Transformações Globais:

Desafios e Perspetivas

بعث أفريقيا الغد في سياق التحولات المعولمة :

رهانات و آفاق

**Les enjeux de la prise en compte des changements climatiques dans les politiques
de développement rural dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun**

Félix WATANG ZIEBA



CODESRIA

08 - 12 June / Juin 2015

Dakar, Senegal



Résumé

La région de l'Extrême-Nord Cameroun compte parmi les zones les plus pauvres du Cameroun. L'insécurité alimentaire, l'analphabétisme, la malnutrition, la mortalité néonatale, les problèmes d'accès à l'eau et aux autres infrastructures socio-collectives (écoles, centre de santé) sont permanents. La population à majorité rurale vit de l'agriculture. Les politiques de développement rural appliquées à cet espace depuis plus de cinquante ans ont eu des résultats mitigés : début de modernisation de l'agriculture et développement de quelques infrastructures socio-collectives très vite stoppés par la crise économique des années 1980. Les perturbations environnementales récurrentes dans cet espace qui se caractérise par un climat semi-aride et une écologie fragile peuvent expliquer en partie l'échec des actions entreprises par les pouvoirs publics en faveur du développement. Les sécheresses (1984, 1997) et les inondations (1988, 1999, 2010, 2012) aux conséquences désastreuses enregistrées ces dernières années ont amené les pouvoirs publics (gouvernement et municipalités) à prendre en compte les changements climatiques dans l'élaboration des plans de développement rural. Cette prise en compte des effets des changements climatiques est sujette à plusieurs enjeux qu'il est important de questionner : des enjeux économiques, environnementaux réels ou implicites (sous-jacents). L'objectif de cet article qui s'appuie sur l'analyse des données secondaires (programmes de développement rural, rapport d'activité) et primaires (données provenant des enquêtes de terrain) est d'évaluer l'efficacité de ces programmes qui prennent en compte les changements climatiques tout en faisant apparoir les limites de leur application. Les résultats issus des analyses des données collectées montrent que la prise en compte des questions climatiques dans l'élaboration des programmes de développement rural est devenue systématique. Les enjeux environnementaux et économiques pour les communautés rurales sont réels et la prise en compte des changements climatiques constituent plutôt un atout pour l'accès des pouvoirs publics aux crédits.

Mots clés : Changements climatiques, environnement, développement rural, Extrême-Nord Cameroun

Introduction

Les changements climatiques sont devenus depuis le sommet de la terre de Rio en 1992, une préoccupation majeure pour les différents Etats. L'atténuation et l'adaptation à leurs effets constituent désormais une question de développement prise en compte dans l'agenda 21 des Nations unies. Plusieurs conventions ont d'ailleurs été signées par les Etats visant à réduire le réchauffement de la planète, à gérer durablement les ressources naturelles et à réduire la vulnérabilité des populations face aux effets des changements climatiques. Le Cameroun n'est pas resté à la marge de ce processus et a signé ces différentes conventions pro-environnementales et a mis la protection de l'environnement en général et la lutte contre les



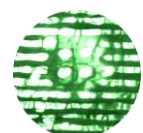


changements climatiques au centre de la politique nationale de développement. Ceci, en introduisant la protection de l'environnement dans le préambule de la constitution révisée en 1996 (Loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972), la création d'un ministère de l'environnement, la signature des conventions internationales sur la protection de l'environnement et sa prise en compte dans les politiques publiques de développement. Les différents documents de planification élaborés par le gouvernement intègrent désormais la protection de l'environnement, l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques : document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) élaborée en 2003, le document stratégique de la croissance et de l'emploi (DSCE) de 2010. Le secteur rural considéré comme prioritaire car emploie près de 65% de la population active s'en trouve par conséquent concerné. En plus, les populations rurales apparaissent très vulnérables aux effets des changements climatiques notamment la partie soudano-sahélienne qui subit depuis près de cinquante ans déjà les péjorations climatiques successives (Beauvilain, 1989 ; Bring, 2005). Déficits hydriques et inondations se succèdent dans cette partie du territoire camerounais qui constitue la région de l'Extrême-Nord Cameroun considérée comme la plus pauvre (ECAM3, 2007). L'adaptation aux changements climatiques constitue donc un défi permanent pour les populations locales et les acteurs de développement intervenant dans la région. A l'échelle nationale la prise en compte de la lutte contre les changements climatiques dans les politiques publiques de développement est devenue systématique. Il est important de questionner les enjeux liés à la prise en compte de l'adaptation dans les politiques de développement rurale en s'appuyant du point de vue spatiale sur la région de l'Extrême-Nord sujette de crises environnementales récurrentes. Quels sont les enjeux de la prise en compte systématique de l'adaptation aux changements climatiques dans les programmes de développement rural dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun ? Quelles sont les limites de leur application ? Telles sont les questions qui sous-tendent cette étude. Elle s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle les enjeux environnementaux et économiques pour les communautés rurales sont réels et la prise en compte des changements climatiques constituent plutôt un atout pour l'accès des pouvoirs publics aux guichets internationaux.

Revue de la littérature et cadre théorique

Le développement rural de la région de la partie septentrionale du Cameroun en général et de la région de l'Extrême-Nord en particulier ont fait l'objet de plusieurs études. Celles-ci ont consisté à l'analyse des effets socio-économiques et spatiaux des programmes de développement rural exécutés dans cette région depuis plus de cinquante ans.

L'une des étapes du développement rural dans la partie septentrionale en général fut l'introduction de la culture du coton en 1950 (Levrat, 2007) qui a joué le rôle de culture motrice pour la modernisation de l'agriculture en général. Cette étape fut suivie par les programmes de développement intégré qui furent à l'origine du déplacement des populations des zones sujettes aux crises écologiques (région de l'Extrême-Nord) vers les bassins





agricoles favorables notamment la vallée de la Bénoué entre 1973 et 1987 (Roupsard, 1987 ; Ndembou, 1994). Cette zone va bénéficier de nombreuses infrastructures et projets de développement rural (projets Nord est Bénoué, Sud est Bénoué , Ouest Bénoué).

Les défis de ce modèle de développement agricole ont fait l'objet d'une analyse sérieuse par les chercheurs (Barbier et al., 2003 ; Ousman et al., 2002). Ces défis se résument à la diversification et la sécurité alimentaire, la privatisation de la société cotonnière (principale culture de rente de la partie septentrionale du Cameroun) et l'intégration régionale. Un autre défi en rapport avec le développement rural a été ignoré par ces auteurs. Celui de l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans le processus développement rural de cette région. Laquelle adaptation est un défi pour échapper au discours fataliste malthusien qui suppose un épuisement des ressources naturelles suite à la forte pression humaine. L'existence des stratégies d'adaptation aux perturbations pluviométriques (Watang, 2011) et à la dégradation des sols (Hallaire 1992 cité par Barbier, op. cit.) situe le développement rural de la zone soudano-sahélienne camerounaise en général dans le contexte d'adaptation permanente à la diminution des ressources naturelles soutenue par Boserup (1962). L'accompagnement des populations dans le processus d'adaptation par les pouvoirs publics constitue une dimension du développement rural qu'il faut questionner.

Données et Méthodes

La stratégie générale de vérification de l'hypothèse que nous avons émise est l'observation documentaire basée sur l'exploration des documents de stratégie de développement rural au Cameroun et des rapports d'activité des différents programmes de développement. Elle est complétée par les enquêtes auprès des différents acteurs de développement rural intervenant dans la région de l'Extrême-Nord qui constitue le cadre géographique de cette étude.

- **Cadre géographique :** *La région de l'Extrême-Nord, un espace sujet aux perturbations climatiques récurrentes*

La région de l'Extrême-Nord (10°N-13°N et 14°E -15°10 E) (figure1) est située entre les isohyètes 800 mm au sud à 600 mm au Nord. Elle est constituée de trois unités géomorphologiques que sont les Monts Mandara, les plaines de piémonts ou glacis et les plaines inondables (Seignobos et Iyébi-Mandjek, 2000). Le climat soudano-sahélien se caractérise par une courte saison des pluies de trois mois en moyennes.



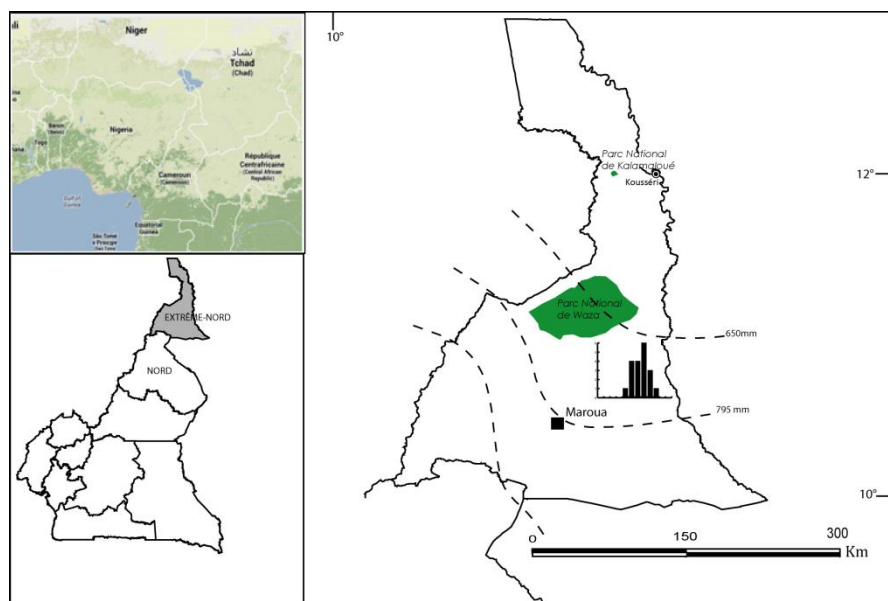
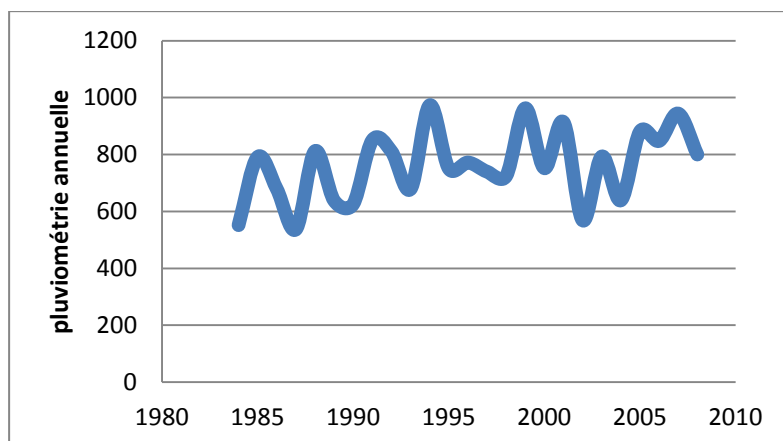


Figure 1. La région de l'Extrême-Nord Cameroun

Cette région enregistre depuis plusieurs décennies des perturbations climatiques récurrentes qu'on peut considérer comme indicateur des changements climatiques. Celles-ci se manifestent par la variabilité pluviométrique d'une année à l'autre (figure 2), par le début tardif des pluies avec report régulier des semis, des séquences sèches qui peuvent atteindre 30 jours et des arrêts précoces des pluies (Watang, 2011).



Source : données pluviométriques IRAD, 2013

Figure 2. Variation de la Pluviométrie entre 1982 et 2010

La figure 2 présente une pluviométrie en dents de scie d'une saison agricole à une autre.

- *Collecte et analyse des données*





Des données primaires et secondaires ont été collectées dans le cadre de cette étude.

Les données secondaires sont celles issues des documents de planification nationaux et locaux. A l'échelle nationale, il s'est agi du DSRP (Document stratégique de réduction de la pauvreté), du DSCE (Document stratégique de croissance et de l'emploi), du DSDSR (Document de stratégie du développement du secteur rural) et des autres cadres de coopération entre l'Etat camerounais et les partenaires au développement rural. Les programmes nationaux de développement rural ont aussi été explorés afin d'analyser les composantes relatives à l'adaptation aux changements climatiques. A l'échelle locale, les plans communaux de développement et autres documents de planification de développement rural ont été aussi collectés ainsi que les rapports d'activité des différents programmes de développement mis en place par les organismes publics et non gouvernementaux. Ces documents ont permis d'avoir une idée précise sur les contenus desdits programmes notamment les aspects relatifs aux changements climatiques.

Les données primaires résultent des enquêtes et entretiens menés auprès des différents acteurs de développement rural (ONGs, services déconcentrés du développement rural, de la planification et de l'environnement, sociétés de développement agricole notamment la SODECOTON¹, organisations paysannes, autorités traditionnelles). Les enquêtes ont porté sur la prise en compte de l'adaptation aux changements climatiques lors de la conception des programmes de développement et lors de leur application sur le terrain.

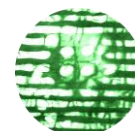
L'analyse qualitative des données a été privilégiée dans cette étude. Il s'est agi de relever les aspects liés aux changements climatiques dans les différents documents explorés, d'évaluer leur niveau d'application sur le terrain et de mesurer (analyse statistique et des discours) leur efficacité.

Résultats

1- Evolution de la politique de développement rural du Cameroun : entre dirigisme et réaction aux crises économique et environnementale

Le développement rural comme dans la plupart des pays d'Afrique au sud du Sahara (Alissoutin, 2008) constitue l'un des axes majeur de la politique de développement national au Cameroun depuis plus de cinquante ans. Ceci peut s'expliquer par la proportion importante des populations rurales (50% de la population camerounaise en 2005 (RGPH, 2005)) et par la place qu'occupent les activités rurales (agriculture, élevage, pêche, artisanat) dans l'économie nationale, soit 20% du PIB et 55% des exportations (Document de stratégie de développement du secteur rural, 2005). A partir de 1960, plusieurs politiques de développement rural et agricole furent appliquées en fonction des contextes économique et environnementale.

¹ Société de Développement du Coton





1.1. Un développement rural administré stoppé par la crise économique des années 1980

La planification centralisée est basée sur un pouvoir politique et économique détenu par le centre (gouvernement autocratique) qui mène les grandes orientations macroéconomiques. L'exemple le plus pertinent dans le monde fut celui de l'ex-URSS dont la planification de l'économie était confiée à l'intelligentsia (politique agricole, industrielle, énergétique etc.).

En Afrique, les jeunes Etats pour la plupart non démocratiques à la recherche de repère vont parfois copier ce modèle. C'est le cas du Cameroun où l'année 1963 fut proclamée « année du paysan » et Le 2^{ème} plan quinquennal (1966-1970) du développement social fut aussi considéré comme plan quinquennal du paysan. Il s'agissait d'un développement dirigé par l'Etat camerounais. Un développement qualifié par les experts de développement par le haut (Tchotsoua, 2008). Les zones de production agricole prioritaire intégrées (ZAPI) furent définies autour des cultures introduites (coton, cacao, café, riz). Au Nord Cameroun des programmes de développement intégré basés sur la production rizicole et cotonnière vont être appliqués dans le bassin rizicole de la vallée du Logone et dans les bassins cotonniers des plaines du Diamaré et de la Bénoué. L'encadrement des paysans est confié à la SEMRY², la SODECOTON³ qui reçurent l'appui des missions de développement rural (MEAVSB⁴).

Malgré le début de la modernisation de l'agriculture (mécanisation, usage des pesticides, usage des semences sélectionnées), la plupart de ces programmes furent handicapés par l'inefficacité de la qualité de l'encadrement et par la crise économique de la fin des années 1980.

L'une des conséquences directes de la crise économique de la fin de la décennie 1980 fut le désengagement de l'Etat des grands programmes de développement rural. Ce désengagement sera suivi de la libéralisation de l'économie rurale (privatisation des sociétés de développement agricole, libéralisation de prix, responsabilisation des acteurs ruraux) (Achancho, 2013), sous la pression des institutions de Bretton Wood à travers l'application des Plans d'ajustement structurel (PAS). En effet, *« en 1987, la crise économique a obligé l'Etat camerounais à souscrire à diverses mesures de sauvegarde destinées à assainir l'économie en échange de prêts dits d'Ajustement structurel. Le PAS (Programme d'Ajustement Structurel) a entraîné la définition de la NPA (Nouvelle Politique Agricole) fondée sur le désengagement de l'Etat et la responsabilisation accrue des paysans »* (Ndembou, 1994).

² Société d'Expansion et de Modernisation de la culture du Riz de Yagoua

³ Société de Développement du Coton qui remplace la Compagnie Française de Développement du Textile (CFDT)

⁴ Mission d'Etude et d'Aménagement de la Vallée Supérieure de la Bénoué





1.2. Crises écologiques et programmes de développement rural au Nord Cameroun en général

La mise en place des politiques de développement rural (programmes de développement intégrés, Zones de production agricole prioritaire intégrées) dans la partie septentrionale camerounaise fut fortement influencée par la récurrence des crises climatiques qui sévissent dans la zone sahélienne depuis les années 1970. L'une des mesures prises par l'Etat camerounais fut le déplacement des populations des espaces sous déficits hydriques permanents vers les zones considérées comme plus favorables à l'agriculture notamment la vallée de la Bénoué. Cette zone qui dispose à elle seule d'un organisme public de développement (Mission d'Etude et d'Aménagement de la vallée de Bénoué) va bénéficier de plusieurs financements internationaux (Fonds Européen de Développement-FED-, Agence Française de Développement-AFD-, Banque mondiale) afin « *de mettre en valeur l'important potentiel agricole et halieutique encore disponible dans la zone ; ce qui permettra de favoriser en particulier l'installation d'environ 1500 exploitations paysannes chaque année.* » (Commission Européenne - IP/87/528 02/12/1987). Les projets de développement intégrés les plus significatifs sont : le projet Nord-est Bénoué de 1973 à 1995 (PNEB) financé en partie par la FED (plus 25 millions d'euro pour la deuxième phase de 1987 à 1995), le projet de développement de l'Ouest Bénoué (PDOB) financé en partie par l'AFD à hauteur de 12000 000 d'euro environ, le projet Sud-est Bénoué (PSEB) financé par la caisse française de développement (Peltier et al., 1993).

Ceci sera à l'origine d'une disparité spatiale en matière de financement du développement rural dans la partie septentrionale du Cameroun entre 1970 et 1990.

Malgré l'influence des crises écologiques sur le développement rural, les axes majeurs pris en compte n'ont pas toujours intégré l'adaptation aux changements climatiques. La prise en compte de cette nouvelle donne est récente et comprend plusieurs enjeux.

2- Les changements climatiques et les programmes de développement rural au Nord Cameroun

L'adaptation aux changements climatiques constitue un point essentiel des programmes de développement rural au Cameroun. Ceci, depuis l'élaboration des documents de référence exigés par les bailleurs de fonds dans les années 2000 pour pouvoir bénéficier de leur appui (Initiative PPTE⁵, Plan d'Ajustement structurel). L'examen des différents documents et programmes de développement rural laissent apparaître l'adaptation aux changements climatiques comme l'un des aspects essentiels à prendre en compte par les acteurs de développement des campagnes.

⁵ Initiative Pays Pauvre Très Endetté





2-1. Une prise en compte systématique de l'adaptation aux changements climatiques dans les documents stratégiques et les programmes de développement rural aujourd'hui

L'adaptation aux changements climatiques est prise en compte dans le document de stratégie de développement du secteur rural (DSDSR), appliqué par le Programme National de Développement Participatif (PNDP), principal organe du développement rural au Cameroun et par les autres partenaires au développement rural.



Le document de stratégie de développement du secteur rural

L'atteinte du point d'achèvement à l'initiative PPTE par le Cameroun en 2006 fut subordonnée à l'élaboration des documents stratégiques de référence sur lesquels les bailleurs de fonds peuvent appuyer leur politique. Ce fut notamment le Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) en 2003 qui permettra de rédiger en 2010 le document stratégique de la croissance et de l'emploi (DSCE) considéré aujourd'hui comme fondement de la politique économique du Cameroun. Le développement rural occupant une place de choix dans l'économie camerounaise, ce document (DSCE) va aussi servir de base à l'élaboration du Document de stratégie de développement du secteur rural en 2005. Ce document considère l'adaptation aux changements climatiques comme modalité de développement rural ; ceci conformément à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques adopté en juin 1992.



Le PNDP et la prise en compte de l'adaptation aux changements climatiques dans les plans de développement des communes rurales de l'Extrême-Nord Cameroun

L'un des outils de mise en œuvre de la politique de développement rural au Cameroun est le Programme National de développement participatif (PNDP) qui définit les axes prioritaires de développement des communautés rurales. Il a pour mission « *la mise en place d'un mécanisme de transfert de fonds vers les communautés rurales afin de financer des infrastructures collectives prioritaires, le renforcement des capacités des communautés et des communes afin de planifier et gérer leur propre développement (...).* » (PNDP, 2005). Afin de rendre opérationnel les différents projets de développement rural, cet organe a défini des domaines prioritaires d'intervention. La question de l'adaptation aux changements climatiques est depuis 2013 devenu un axe prioritaire pour les communautés rurales de l'Extrême-Nord. C'est dans cette optique que le PNDP a mis à la disposition de ses agents une grille d'analyse des effets des changements climatiques sur les activités agropastorales et sur les ressources halieutiques dans la région de l'Extrême-Nord afin de renforcer les mesures d'adaptation. Ainsi sur les 48 communes que compte cette région, 11 ont modifié en 2013 leur plan communal de développement afin d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques comme axe prioritaire pour le développement rural, 12 communes effectuent cette modification en 2014 et les autres devront le faire en 2016. Les autres partenaires au développement rural ne sont pas du reste.





Les projets des partenaires au développement rural à l'Extrême-Nord Cameroun: le GIZ, le REPAAC, la SNV, le PNUD, le NEPAD

Plusieurs organismes participent au processus de développement rural à l'Extrême-Nord Cameroun et ont fait de la question des changements climatiques une question de développement. La GIZ, Organisme allemand qui en a fait d'ailleurs une priorité, a réalisé en 2013 une étude sur la vulnérabilité des communautés rurales aux effets des changements climatiques, a formé les agents du PNDP sur la question des changements climatiques et est l'initiatrice du projet d'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du lac Tchad. D'autres actions sont aussi notées comme celles menées par la Société néerlandaise de développement, le Réseau des Parlementaires Panafricains sur les Changements Climatiques (REPAAC) et le NEPAD qui participent à la formation des acteurs de développement sur les mesures d'adaptation aux changements climatiques. C'est l'exemple de la formation des femmes rurales sur l'adaptation aux changements climatiques par le NEPAD en 2014.

La prise en compte des changements climatiques dans le processus du développement rural est devenue systématique et sujette à plusieurs enjeux qu'il convient d'analyser.

2-2. Les enjeux de la prise en compte des changements climatiques dans les programmes de développement rural à l'Extrême-Nord Cameroun

Ces enjeux sont de deux ordres : nationaux et internationaux. Les premiers concernent directement les populations locales tandis que les seconds sont relatifs aux exigences des bailleurs de fonds internationaux.

2-2-1. Les enjeux nationaux de la prise en compte de l'adaptation aux changements climatiques dans les programmes de développement rural

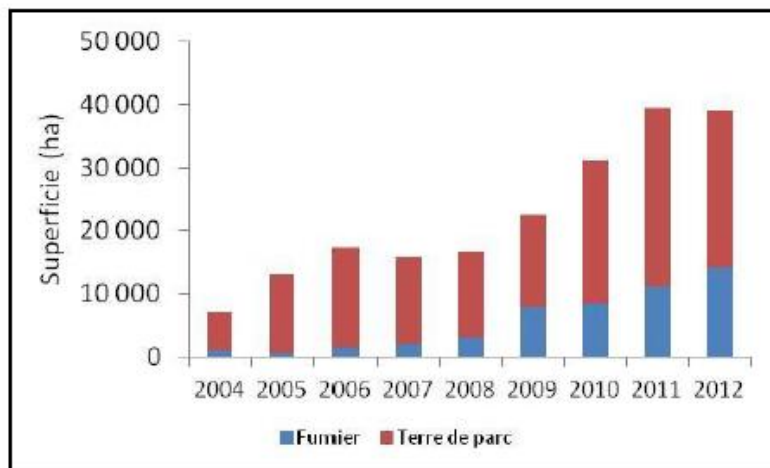
Des enjeux environnementaux et économiques réels pour les populations rurales

La gestion durable des ressources naturelles locales (sol, végétation), l'amélioration des rendements agricoles, l'emploi constituent les principaux enjeux environnementaux et économiques pour les populations rurales.

La gestion durable des ressources naturelles constitue un défi permanent pour les communautés rurales de l'Extrême-Nord qui font face aux péjorations climatiques récurrentes et aux effets de la dégradation des sols. Les programmes de restauration des sols arrivent à point nommé pour les paysans qui y voient un moyen d'améliorer les rendements agricoles. C'est le cas du programme de conservation des sols financé par l'AFD qui a réaménagé 64000 ha de terres dégradées et planté 236000 arbres; le projet ESA2 (Eau Sol Arbre) financé par l'AFD qui a aménagé 25259 ha ; le Projet pilote de lutte intégrée contre la désertification (PLID) qui a restauré 2116 ha de terres et planté 64043 arbres de 2004 à 2010. L'adhésion des



paysans confirme l'importance qu'ils accordent à ces programmes de lutte contre les effets de la dégradation de l'environnement (figure 3).



Source : MINEPIA⁶, 2013

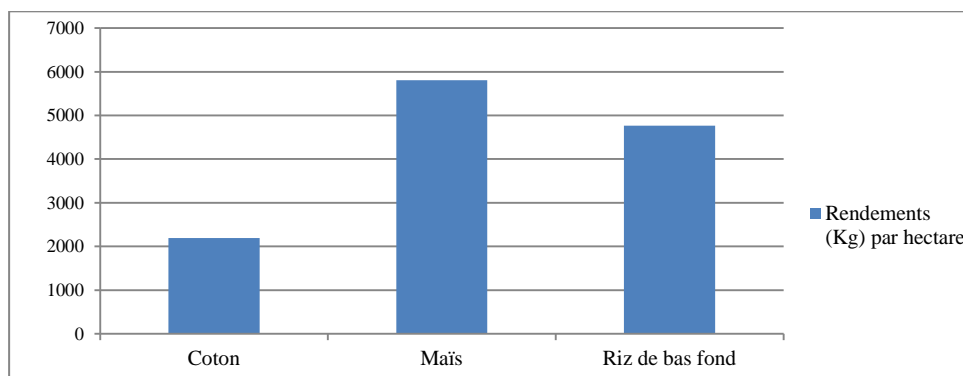
Figure 3: Evolution des superficies soumises aux pratiques d'amélioration des sols diffusées par la SODECOTON (projet ESA2) entre 2004 et 2012

Après une adoption timide des techniques de restitution des sols entre 2004 et 2008, on remarque une augmentation des superficies soumises à ces nouvelles techniques entre 2009 et 2012. Ceci se justifie par l'efficacité des techniques diffusées.

L'amélioration des rendements agricoles est un enjeu important pour les paysans. Toute initiative pouvant permettre l'augmentation des revenus agricoles est la bienvenue. L'adoption des pratiques d'adaptation aux effets des changements climatiques diffusées par les différents organismes de développement dépend donc de leur capacité à améliorer les revenus agricoles. Le cas des projets ESA1 (Eau sol arbre) et ESA2 qui ont favorisé une nette amélioration des rendements de coton, de maïs, de riz illustre bien ce point de vue (figure 4)

⁶ Ministère de l'Élevage, des pêches et des industries animales





Source : <http://agroecologie.cirad.fr>

Figure 4. Rendements par hectare du coton, du maïs et du sorgho dans la zone de déroulement du projet ESA2

Les rendements agricoles atteignent 2T/ha pour le coton et 5T/ha pour le maïs et le riz. Ce qui représente le double voire le triple des rendements régulièrement enregistrés dans cette zone de production.

L'emploi à travers les programmes de reboisement même à temps partiel constitue un autre enjeu économique pour les populations rurales. En effet, les programmes de reboisement constituent une source de création d'emploi. De nombreux jeunes ruraux qui participent aux opérations de reboisement bénéficient d'un salaire non négligeable qui contribue à améliorer leur revenu. C'est le cas de l'opération sahel vert 2 qui entre 2008 et 2012 a employé plus d'une centaine de jeunes pour reboiser environ 3000 ha.

L'accès aux guichets internationaux : un enjeu pour les pouvoirs publics

Les changements climatiques constituent aujourd'hui une question de développement (ONU-Agenda 21, 1992). Plusieurs mécanismes de financement des projets d'atténuation et d'adaptation à leurs effets existent à l'échelle globale. Il s'agit des financements mis à la disposition des gouvernements par les organes des Nations unies, les pays développés et autres organismes internationaux (le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le Programme REDD+ (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing Countries) etc.). L'accès à ces fonds est un enjeu important pour les pouvoirs publics car constituent une source importante de financement du développement rural. D'où la signature de plusieurs conventions multilatérales et bilatérales : Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone (Vienne, mars 1985), Protocole de Montréal sur le contrôle des chlorofluorocarbones (Montréal, sept 1987), Convention sur les changements climatiques (juin 1992), Convention





sur la diversité biologique (Paris, octobre 1994). Conformément à ces conventions, le gouvernement camerounais a bénéficié de plusieurs financements visant à favoriser l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.

En effet, l'un des principes fondamentaux du cadre législatif (loi n°96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre de la gestion de l'environnement) en matière d'environnement au Cameroun est celui de « (la) subsidiarité et de (l')efficacité » (Cheumani Noudjieu, 2009) ; ce qui suppose des moyens limités pour des résultats efficaces. L'essentiel des fonds destinés aux différents programmes environnementaux provient alors des bailleurs de fonds internationaux. Ceux-ci influencent l'orientation des programmes de développement rural

2-2-2. L'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les programmes de développement rural à l'Extrême-Nord Cameroun: une exigence des bailleurs de fonds internationaux

L'orientation des programmes de développement rural dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun est influencée par les bailleurs de fonds internationaux qui définissent les axes prioritaires à prendre en compte. Ceci en fonction du point de vue de leurs propres experts.

Le cas de la coopération allemande

La coopération allemande contribue au financement et à la promotion du développement rural dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun à travers le financement du PNDP, principal cadre de développement rural et à travers les actions de la GIZ (Organisme allemand de développement). En effet, l'extension du PNDP à cette région en 2007 est l'initiative de la coopération allemande qui participe au financement dudit programme par le biais de l'institution allemande *KfW* (German financial cooperation). Après un rapport d'étude de la GIZ sur les changements climatiques dans la région de l'Extrême-Nord, la coopération allemande a exigé en 2013, la prise en compte systématique de l'adaptation aux changements climatiques dans l'élaboration des plans communaux de développement. Pour ce faire, elle a conçu une grille d'évaluation des options d'adaptation aux changements climatiques et a formé les agents chargés de la réalisation des plans de développement rural. Par ailleurs, elle finance un autre programme d'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Lac Tchad.

Le cas du PNUD

Le PNUD est l'un des principaux partenaires au développement du Cameroun. En 2013, le Cameroun et le PNUD ont signé un nouveau cadre de partenariat pour la période 2013-2017 qui définit ses principaux domaines et zones d'intervention. La zone soudano-sahélienne (région de l'Extrême-Nord) constitue pour cet organisme une zone prioritaire d'intervention notamment en matière de résilience des populations aux changements climatiques. C'est dans cette optique que l'un des trois programmes arrêtés dans ce document cadre est





« l'amélioration de la résilience des populations aux changements climatiques ». Un projet de 5500 000 000 dollars US portant sur la résilience des populations de la région de l'Extrême-Nord aux changements climatiques est en cours de réalisations dans 5 communes rurales (Touloum, Darak, Maga, Kousséri, Moulvoudaï) de ladite région.

4-Les limites des programmes d'adaptation aux changements climatiques

L'efficacité des programmes d'adaptation aux changements climatiques fait face à plusieurs obstacles qui vont des démarches de leur élaboration excluant parfois les populations concernées, les experts scientifiques à leur application et suivi sur le terrain.

4-1. Une implication limitée des populations rurales dans l'élaboration des programmes d'adaptation

La perception des changements climatiques par les populations rurales est réelle et se base sur des indicateurs biologiques et socioéconomiques (Watang, 2011 ; Bring, 2008). Face à ces perturbations, elles développent des stratégies d'adaptation dont l'efficacité a été démontré par des travaux scientifiques (Vissoh et al., 2012 ; Nkomwa et al., 2014 ; Watang, 2014). Prendre en compte ces différentes techniques d'adaptation peut contribuer à l'efficacité des différents programmes de développement.

A l'échelle nationale, une concertation des réalisateurs du plan national d'adaptation aux changements climatiques en cours d'élaboration avec les populations rurales a été effectuée. Malheureusement, les paysans ne sont pas toujours informés des enjeux de ces concertations (politiques publiques). Il s'agit pour elles d'un projet en plus dans une région où les programmes de développement rural menés depuis plus de trente ans n'ont pas contribué véritablement à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Par ailleurs elles sont considérées plus comme une source d'information en matière de savoirs locaux relatifs à l'adaptation plutôt qu'un partenaire réel de prise de décision.

A l'échelle locale (communes rurales), la prise en compte des savoirs locaux en matière d'adaptation aux changements climatiques dans les plans communaux de développement demeure une simple formalité dans la mesure où le souci des planificateurs est de remplir le cahier de charge des bailleurs de fonds. Or, c'est à cette échelle que les programmes de développement rural sont opérationnels. Malgré la proposition des grilles d'évaluation des options d'adaptation aux changements climatiques aux agents planificateurs par la GIZ pour le cas de la région de l'Extrême-Nord Cameroun, ceux-ci évoquent sommairement quelques mesures d'adaptation aux changements climatiques relevées dans les communautés rurales concernées. Par ailleurs, comme pour la plupart des programmes de développement rural en général, l'évaluation de ces programmes est laissée aux spécialistes (bailleurs de fonds et agents de développement), limitant une fois de la participation des populations locales.





4-2. Une exclusion des chercheurs (scientifiques) sur une question actuelle qui nécessite des études approfondies

L'adaptation aux changements climatiques constitue une thématique assez récente. Il s'agit d'une question transversale qui intéresse les spécialistes du climat et du développement rural. Cette question est aussi d'un grand intérêt pour les organismes publics et non gouvernementaux de développement qui considèrent les changements climatiques comme une question de développement. Des travaux de terrain sont alors menés par ces organismes qui servent de base à leurs actions. Lesquels travaux ne sont point soumis à la même rigueur méthodologique que les travaux scientifiques.

En effet, le fossé entre les chercheurs (universités, organismes de recherche) et les acteurs de développement (publics et non gouvernementaux) qui opèrent dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun est considérable. Les résultats de la recherche scientifiques ne sont pas toujours pris en compte par les acteurs de développement qui préfèrent initier et mener leurs propres recherches sur des périodes très courtes avec un personnel peu qualifié et une méthodologie qui leur est propre. Si cette démarche peut être efficace pour d'autres problèmes de développement, le caractère nouveau des questions d'adaptation aux changements climatiques nécessite un recul et une implication des chercheurs notamment dans la conception des modèles de prise en compte des savoirs locaux d'adaptation. L'exemple de la méthode participative d'élaboration de politiques de gestion des ressources naturelles (prenant en compte les savoirs locaux en matière de gestion des ressources) qui a été développé par les chercheurs du CIRAD au Sénégal illustre le rôle fondamental de la recherche dans la mise en place des politiques publiques de développement (Vissoh et al., op.cit.).

Discussion

L'adaptation aux changements climatique est une modalité du développement rural dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun. Sa prise en compte dans les politiques de développement rural de cette région sujette de perturbations climatiques récurrentes est devenue systématique. Les documents de planification nationale du développement, élaborées après la convention des nations unies sur les changements climatiques en 1992 laissent paraître de façon explicite la protection de l'environnement, l'atténuation et l'adaptation aux effets de changements climatiques. Des grilles d'évaluation des formes d'adaptation locale sont conçues par les différents acteurs intervenant dans le développement rural. L'analyse minutieuse de ces différents programmes permet de noter des insuffisances liées à l'implication limitée de deux acteurs clés de développement notamment les populations directement concernées et les chercheurs spécialistes du climat et du développement rural. Les premiers sont considérés plus comme des interlocuteurs passifs, source d'informations tandis que les seconds sont simplement exclus. Ce qui constitue une limite à l'efficacité des programmes mis en place. Il s'agit d'un manquement commun aux différents programmes de développement rural en général appliqués dans la partie septentrionale du Cameroun dont la





perennisation demeure problématique comme l'ont démontré Droy (1990), Barbier et al (2003) pour qui « *une grande partie des projets élaborés dans le Grand Nord Cameroun laissent peu de traces une fois le projet terminé.* » La prise en compte efficace de l'adaptation aux changements climatiques dans les programmes de développement nécessite la définition des modèles appropriés qui considèrent les différents acteurs de développement comme des partenaires depuis la conception des grilles de planification (D'Aquino P., Bah A., 2014 ; Vissoh et al., 2012) jusqu'à l'évaluation des programmes. Il s'agit des modèles qui vont au-delà des méthodes participatives jusque là appliquées dans le cadre du développement participatif.

Conclusion

Les enjeux de la prise en compte de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques de développement rural dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun sont la gestion durable des ressources naturelles locales, l'amélioration des rendements agricoles et l'emploi pour les populations rurales. Pour les pouvoirs publics, l'accès aux guichets internationaux constitue un enjeu capital pour le financement du développement rural. Il s'agit aussi d'une exigence des principaux bailleurs de fonds internationaux notamment la coopération allemande, le PNUD et les autres partenaires internationaux qui influencent les orientations du développement rural de la région.

Références bibliographiques

Achancho, V., 2013, *Revue et analyse des stratégies nationales d'investissements et des politiques agricoles en Afrique du Centre: Cas du Cameroun*, in A. Elbehri (ed.), *Reconstruire le potentiel alimentaire de l'Afrique de l'Ouest*, FAO/FIDA

Alissoutin R. L., 2008, *Les défis du développement local au Sénégal*, Dakar, CODESRIA, 176p

Barbier B., Weber J., Dury S., Ousman H., Seignobos C., 2003, « *Les enjeux du développement agricole dans le Grand Nord du Cameroun* » in Jamin J.Y., Seiny Boukar L., Floret C. (éditeurs scientifiques), 2003. *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun. Prasac, N'Djamena, Tchad -Cirad, Montpellier, France.

Beauvilain A., 1989, *Nord- Cameroun : crise et peuplement*, 2 vol., France, Imprimerie Claude Belle à Coutances (Manche), 625p

Boserup E., 1965, *The conditions of agricultural growth. The economics of agrarian change under population pressure*. New York, Allen and Uwin.





Bring, 2005, Evaluation des ressources en eau atmosphérique sur le Nord-Cameroun à l'aide des méthodes conventionnelles et satellitaires, Doctorat de Géographie, Université de Ngaoundéré, Département de Géographie, 350p

Bring, 2008, « *Le savoir météorologique vernaculaire au Nord Cameroun : approche théorique et essai d'application* » in Tchotsoua M., 2008, Enjeux et opportunités scientifiques CLE, pp 65-78

Cheumani Noudjieu C., 2009, Cadre de gestion environnementale du Projet d'Amélioration de la Compétitivité Agricole (PACA)

Commission Européenne, 1987, Communiqué de presse-IP/87/528 du 02/12/1987

Courade G., 1994, Le village camerounais à l'heure de l'ajustement, Paris, Karthala, 416p

D'Aquino P. et Bah A., 2014, « *Multi-level participatory design of land use policies in African drylands: A method to embed adaptability skills of drylands societies in a policy framework.* » in *Journal of Environmental Management*, 132 : 207-219.

Droy I., 1990, Femmes et développement rural , Paris : Karthala, (Economie et Développement), 178 p.

ECAM3, 2007, Rapport de la troisième enquête camerounaise auprès des ménages

GIZ, 2013, Rapport de l'étude sur la vulnérabilité des communes de la région de l'Extrême-Nord aux effets du changement climatique, 106p

Hallaire A., 1992, « *Les montagnards du Nord du Cameroun et leur environnement* », in *L'environnement en Afrique contemporaine*, 161 : 144-155.

Levrat R. L. G., 2007, La culture cotonnière en Afrique soudanienne de la zone franc depuis les débuts de la colonisation : l'exemple du Cameroun. Thèse de Doctorat en Géographie tropicale, U.F.R. Géographie et Aménagement, Université Michel de Montaigne Bordeaux III, 1036p.

Ndembou S., 1994, « *Le développement rural par projet à l'épreuve du désengagement de l'Etat* » in Courade G., 1994, Le village camerounais à l'heure de l'ajustement, Paris, Karthala, pp293-306

Nkomwa E. C., Kalanda Joshua M., Ngongondo C., Monjerezi M., Chipungu F., 2014, « *Assessing indigenous knowledge systems and climate change adaptation strategies in agriculture: A case study of Chagaka Village, Chikhwawa, Southern Malawi* » in *Physics and Chemistry of the Earth, Parts A/B/C, Volumes 67–69, Pages 164-172*





Ousman H., Seignobos C., Teyssier A., Weber J., 2002. Eléments d'une stratégie de développement rural pour le Grand Nord du Cameroun : I - Rapport principal. Yaoundé: Ministère de l'agriculture du Cameroun, 72 p.

Peltier R., Triboulet C., Forkong Njiti C., Harmand J-M., 1993, Evaluation des défrichements par télédétection. Contribution des projets de développement et de la recherche forestière à un aménagement durable. Exemples tirés des projets Nord-Est Bénoué et Sud-Est Bénoué au Cameroun

PNDP, 2005, Rapport d'activité 2005

Roupsard M., 1987, Nord Cameroun : Ouverture et développement. Impression et façonnage : Claude Bellée, Coutances, Manche, France, 516p.

Seignobos et Iyébi-Mandjek, 2000, Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun, Editions IRD-MINREST (Version électronique) 84p

Tchotsoua M., 2008, Enjeux et opportunités scientifiques pour le développement durable de l'Afrique. Géographie et géomatique, Yaoundé, éditions CLE,

Vissoh V. P., Tossou R. C., Houinsou Dedehouanou, Guibert H., Codjia O. C., Vodouhe S. D. et Agbossou E. K., 2012 « *Perceptions et stratégies d'adaptation aux changements climatiques : le cas des communes d'Adjohoun et de Dangbo au Sud-Est Bénin* » in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 260 | 2012, 479-492.

Watang Ziéba F., 2011, « *Les paysans de l'Extrême-Nord Cameroun face aux changements climatiques: entre émigration et adaptation* » in *Revue de Géographie du Laboratoire Leïdi* (Université Gaston Berger, Sénégal – ISSN0851-2515 – N°09, pp14-26

Watang Ziéba F., 2014, « Typologie traditionnelle des *karé* et diversité des sorghos de contre saison : un atout pour la préservation de l'agro-biodiversité de sorgho repiqué et pour la lutte contre la vulnérabilité des paysans de l'Extrême-Nord Cameroun », Rapport de recherche, *Chaire savoirs contre pauvreté 2012*, Collège de France-AFD, 39p.

